

# Les chambres d'agriculture appellent à « maintenir la pression »

© 05/09/2018 | 🧑 Arnaud Carpon, avec AFP • 📰 Terre-net Média

A l'occasion de la rentrée d'automne de l'APCA mercredi 5 septembre 2018, Claude Cochonneau, le président des chambres d'agriculture, a exprimé son inquiétude sur le déroulement des prochaines négociations commerciales annuelles. Alors que la loi Alimentation revient à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la semaine prochaine, il demande au ministre de l'agriculture de « maintenir la pression » sur les distributeurs et les industriels de l'agroalimentaire, et suggère de réunir à nouveau tous les signataires de la charte de bonne conduite.



Claude Cochonneau, président de l'APCA, entouré de membres du bureau de l'APCA et de Jean-Marie Lenfant, président de Bienvenue à la ferme. (©Terre-net Média)

« On voit arriver avec beaucoup d'inquiétude la reprise des **négoziations commerciales**, avec en fait à peu près rien de changé depuis un an, même s'il y a eu les **Etats généraux de l'alimentation**, même s'il y a eu la **signature en novembre 2017, à grand renfort de communication, d'une charte d'engagement des différents partenaires** », a déclaré Claude Cochonneau, président des chambres d'agriculture, lors de sa conférence de presse de rentrée à Paris.

« Avant l'été, j'avais (...) suggéré au ministre de réinviter dès la rentrée les signataires de la charte pour entretenir la flamme entre nous », a-t-il expliqué. « On s'est embrassés presque sur la bouche il y a un an, il faut entretenir des relations, il ne faut pas les laisser s'étioler », a-t-il dit. « Sinon je crains que les agriculteurs ne soient vraiment déçus de ces débats et de ce qui va en sortir. »

Le président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture s'est aussi inquiété du retard pris par le vote de la **loi Alimentation**, censée permettre de fixer des **prix plus rémunérateurs pour les agriculteurs** qui ne parviennent pas à vivre de leur production face aux pressions à la baisse des industriels et de la distribution.

Après avoir échoué à trouver un accord en **commission mixte paritaire** au Parlement au printemps dernier, le texte doit en effet revenir à l'Assemblée le 12 septembre. Claude Cochonneau a fait valoir que la plupart des filières agricoles (blé, maïs, viande bovine, produits laitiers, etc.) ont répondu aux souhaits de l'Elysée et « se sont mises en ordre de marche » pour se structurer afin de mieux pouvoir négocier leurs prix face à la puissance de feu des distributeurs, mais qu'elles n'ont rien vu venir en échange. « Il s'agit de dire au ministre : "ne lâchez pas". S'ils (distributeurs et industriels) sentent que l'épée les pique un peu moins dans le dos, ils vont reculer. On a des échos, nos craintes sont justifiées », a-t-il insisté.

Réagissant aussi au contexte climatique de ces derniers mois, avec notamment la sécheresse qui a sévi sur la quasi-totalité de l'Hexagone, les représentants des chambres d'agriculture insistent pour que le Gouvernement fasse bouger les lignes du dossier du stockage de l'eau. « Le stockage de l'eau l'hiver pour pouvoir l'utiliser quand il y en a besoin constitue le meilleur moyen de sécuriser le revenu des agriculteurs. C'est tellement évident qu'on hésite à le rappeler », a expliqué Claude Cochonneau.